

LE CENTRE-VILLE : GRANDE CAUSE NATIONALE EN 2018 ?

Écrit le 11 novembre 2017

Par **Elodie BERVILY ITASSE**



Pour lutter contre la désertification commerciale et redynamiser les centres-villes, de nombreux élus se mobilisent.

« Les villes doivent renaître de leurs centres », tel est le cri d'alarme lancé par l'association Centre-Ville en Mouvement à travers la plume de son Président, Patrick Vignal, par ailleurs député de l'Hérault, dans un courrier adressé au président de la République en septembre dernier. L'association, qui rassemble 253 collectivités et qui organise chaque année les Assises Nationales du Centre-Ville veut en effet faire du centre-ville une « Grande Cause Nationale en 2018 » afin qu'une large réflexion soit menée sur le sujet. Car les villes de taille moyenne, tout comme les centres-bourgs, font face depuis de nombreuses années, à une raréfaction croissante de leurs commerces. Ainsi, la vacance commerciale moyenne des centres-villes, c'est-à-dire le taux de locaux commerciaux inoccupés est passé de 6,1 % en 2001 à 10,4 % en 2015. Et ce sont les villes de moins de 50 000 habitants qui sont les plus touchées par ce phénomène, avec une moyenne de 11,1 %. Parmi les villes en grande difficulté, on trouve Béziers, avec 24 % de vacance commerciale, mais également Calais, Orange Forbach, Perpignan, Montélimar, Lens, Vichy, Nevers, Guéret, Vierzon... qui affichent toutes une vacance supérieure à 16 %. Les centres-bourgs connaissent également une situation préoccupante.

Si les raisons de cette dévitalisation sont multiples, l'association pointe avant tout du doigt le fort développement des zones commerciales périurbaines voire « l'anarchie des autorisations de

volume des surfaces commerciales autorisées a progressé de 22 en 2016, dont 90 % ont été installées en périphérie. L'association Centre-Ville en Mouvement demande ainsi la mise en place d'un moratoire d'un an sur l'extension des zones commerciales hors des centres-villes pour réfléchir à de nouveaux critères de régulation des autorisations de construction permettant de préserver l'équilibre commercial des centres-villes et centres-bourgs.

Les membres de l'association se veulent néanmoins rassurés concernant l'attachement des Français à leur centre-ville. En effet, selon le baromètre co-réalisé avec l'institut CSA, 59 % des Français se disent attachés à leur cœur de ville, et même 64 % des 18-25 ans. Mais seulement 32 % d'entre eux le jugent dynamique et 90 % des Français ont le sentiment que leur modernisation doit être une priorité pour les maires.